Spedizione in abbonamento postale

Anno 96° — Numero 131

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA **Roma - Mercoledì, 8 giugno 1955** SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TELEF. 550-139 551-236 551-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - TELEF. 841-089 841-737 850-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 8020 Semestrale L. **4510**
Trimestrale L. **2510** - Un fascicolo L. **40.**
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 8020 - Semestrale L. **4510**
Trimestrale L. **2510** Un fascicolo L. **40.**
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato Libreria dello Stato - Roma

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale,, veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La « Gazzetta Ufficiale » e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso i negozi della Libreria dello Stato in Roma, via XX Settembre (Palazzo del Ministero delle Finanze); via del Corso n. 234 (angolo via Marco Minghetti n. 23-24); in MILANO, Galleria Vittorio Emanuele n. 3; in NAPOLI, via Chiaia n. 5; in FIRENZE, via Cavour n. 46 r; in TORINO, via Roma n. 80 (Salone " La Stampa,,) e presso le Librerie depositarie di tutti i Capoluoghi di Provincia.
Le inserzioni nella Parte II della « Gazzetta Ufficiale » si ricevono in ROMA - presso la Libreria dello Stato (Ufficio Inserzioni - via XX Settembre - Palazzo del Ministero delle Finanze). Le Agenzie della Libreria dello Stato in: Milano, Galleria Vittorio Emanuele n. 3 - Firenze, via Cavour n. 46 r - Napoli, via Chiaia n. 5 - Torino, via Roma n. 80 (Salone " La Stampa,,) sono autorizzate ad accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

1955

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI ED ESAMI

LEGGI E DECRETI

LEGGE 9 marzo 1955, n. 462.

Ratifica ed esecuzione del Protocollo addizionale all'Accordo relativo all'applicazione provvisoria dei progetti di Convenzioni internazionali sul turismo, sui veicoli stradali commerciali e sul trasporto internazionale delle merci su strada, firmato a Ginevra il 28 novembre 1952.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare il Protocollo addizionale che apporta modifiche ad alcune disposizioni dell'Accordo relativo all'applicazione provvisoria dei progetti di Convenzioni internazionali doganali sul turismo, sui veicoli stradali e sul trasporto internazionale delle merci su strada firmato a Ginevra il 28 novembre 1952.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data al Protocollo suddetto a decorrere dalla data della sua entrata in vigore.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 9 marzo 1955

EINAUDI

SCELBA — MARTINO — TREMELLONI — MATTARELLA

Visto, *il Guardasigilli*: DE PIETRO

Protocole additionnel portant modification de certaines dispositions de l'Accord relatif à l'application provisoire des projets de Conventions Internationales Douanières sur le tourisme, sur les véhicules routiers commerciaux et sur le transport international des marchandises par la route.

Les soussignés,

Dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs parties à l'Accord relatif à l'application provisoire des Projets de Conventions internationales douanières sur le tourisme, sur les véhicules routiers commerciaux et sur le transport international des marchandises par la route, ci-après désigné sous le nom d'« Accord provisoire »,

Considérant qu'il convient d'adapter les annexes techniques du Projet de Convention douanière sur le transport international des marchandises par la route à l'évolution de la technique de la construction des véhicules et aux exigences de la sécurité douanière, qu'une première révision des annexes 2, 2-*bis*, et 3 s'impose dès maintenant et qu'il est désirable de faciliter la revision ultérieure des annexes techniques,

Sont convenus des dispositions suivantes:

Article I

Il est ajouté à l'article III de l'Accord provisoire un paragraphe 4 ainsi conçu:

Les annexes au Projet de Convention douanière sur le transport international des marchandises par la route peuvent être modifiées de commun accord entre les administrations intéressées des Gouvernements contractants.

Article II

L'article 16, paragraphe 1, du Projet de Convention douanière sur le transport international des marchandises par la route est remplacé par le texte suivant:

Les conditions de construction et d'aménagement auxquelles les véhicules et les containers doivent répondre pour être agréés sont déterminées à l'annexe 2 en ce qui concerne les véhicules et à l'annexe 2-*bis* en ce qui concerne les containers.

Article III

Il est inséré au Projet de Convention douanière sur le transport international des marchandises par la route un article 16-*bis* ainsi conçu:

Le container utilisé à un transport couvert par un carnet TIR ne doit pas faire l'objet d'un document spécial, à condition qu'il soit fait mention de ses caractéristiques et de sa valeur au manifeste des marchandises.

Cette facilité ne déroge pas au droit des autorités douanières de chaque Etat d'exiger au bureau de destination l'accomplissement des formalités prévues pour la réglementation nationale ou de prendre des mesures en vue d'éviter l'emploi du container pour une nouvelle expédition de marchandises à l'intérieur du même territoire douanier.

L'association garante sera libérée de sa responsabilité après décharge du carnet TIR de l'une des manières prévues à l'article 13 du Projet de Convention douanière sur le transport international des marchandises par la route.

Article IV

Les annexes 2, 2-*bis* et 3 au Projet de Convention douanière sur le transport international des marchandises par la route sont remplacées par le texte suivant.

Annexe 2 au Projet de Convention douanière sur le transport international des marchandises par la route.

Règlement concernant la construction et l'aménagement des véhicules destinés aux transports internationaux de marchandises par la route.

CHAPITRE I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article premier

Ne peuvent être agréés pour le transport international des marchandises par la route que les véhicules construits et aménagés de telle manière

a) qu'un scellement puisse y être apposé de manière simple et efficace;

b) qu'aucune marchandise ne puisse être extraite de la partie scellée du véhicule ou y être introduite sans effraction laissant des traces visibles ou sans rupture du scellement;

c) qu'aucun espace caché ne permette de dissimuler des marchandises.

CHAPITRE II

GENRE DE CONSTRUCTION DES VÉHICULES

Article 2

Règles générales

1. Les véhicules doivent être construits de telle sorte que tous les espaces tels que compartiments, récipients ou autres logements capables de contenir des marchandises, soient d'un accès facile aux fins de la visite douanière.

2. Au cas où il subsisterait des espaces vides entre différentes épaisseurs composant les parois, le plancher et le toit, le revêtement intérieur doit être fixe, complet et continu et tel qu'il ne puisse pas être démonté sans laisser de traces visibles.

Article 3

Compartiment réservé au chargement

1. Les parois, le plancher et le toit du compartiment réservé au chargement doivent être formés de plaques métalliques soudées ou rivetées ou de planches d'une épaisseur appropriée, soit bouvetées, soit assemblées de façon à ne laisser aucun interstice permettant l'accès au contenu. Ces éléments doivent s'adapter exactement les uns aux autres et être fixés de telle manière qu'il soit impossible d'en déplacer ou d'en retirer aucun sans laisser de traces visibles d'effraction ou sans endommager le scellement douanier.

2. Les organes d'assemblage essentiels tels que les boulons, verrous, rivets, doivent être placés de l'extérieur, dépasser à l'intérieur et être pourvus d'un écrou, rivés ou soudés de manière satisfaisante. Sous réserve que les boulons qui retiennent les parties essentielles des parois, du plancher et du toit soient placés de l'extérieur, les autres boulons peuvent être placés de l'intérieur, à condition que l'écrou soit soudé de manière satisfaisante à l'extérieur et ne soit pas recouvert d'une peinture opaque.

3. Les ouvertures de ventilation sont autorisées, à condition que leur plus grande dimension ne dépasse pas 40 cm. Elles doivent être munies d'une toile métallique ou d'une plaque de métal perforé (trous de 2 mm. au plus), protégées par un treillage métallique soudé (mailles de 1 cm. au plus). Il ne doit pas être possible d'enlever ces dispositifs de l'extérieur du véhicule.

4. Les lucarnes sont autorisées à condition que la vitre et le treillage métallique (mailles de 1 cm. au plus) soient fixés à l'intérieur du compartiment réservé au chargement et ne puissent être enlevés de l'extérieur.

5. Les ouvertures aménagées dans le plancher à des fins techniques telles que graissage, entretien, remplissage du sablier, ne sont admises qu'à condition d'être munies d'un couvercle qui doit pouvoir être fixé de telle manière qu'un accès de l'extérieur au compartiment sous scellement douanier ne soit pas possible.

Article 4

Systèmes de fermetures

1. Les portes et tous autres modes de fermeture des véhicules doivent comporter un dispositif permettant un scellement douanier simple et efficace. Ce dispositif sera soit soudé aux parois des portes si elles sont métalliques, soit fixé au moins par deux boulons qui, à l'intérieur, seront rivés sur les écrous.

2. Les charnières doivent être fabriquées et agencées de manière telle que les portes et autres modes de fermeture ne puissent être retirés de leurs gonds, une fois fermés; les vis, verrous, pivots et autres fixations doivent être soudés aux parties extérieures des charnières. Toutefois, ces conditions ne sont pas requises lorsque les portes et autres modes de fermeture comprennent un dispositif de verrouillage non accessible de l'extérieur qui, une fois fermé, ne permet plus de retirer les portes de leurs gonds.

3. Les portes doivent en outre être bordées de bandes métalliques à plat destinées à couvrir les interstices et à assurer une fermeture complète et efficace.

4. Le véhicule doit être muni d'un dispositif adéquat de protection du scellement douanier ou être construit de telle manière que le scellement douanier se trouve suffisamment protégé.

Article 5

Véhicules frigorifiques, véhicules-citernes et voitures de déménagement

1. Les prescriptions ci-dessus s'appliquent aux véhicules frigorifiques, aux véhicules-citernes et aux voitures de déménagement dans la mesure où elles sont compatibles avec les caractéristiques techniques que leur destination impose à ces véhicules.

2. Les flasques (capuchons de fermeture), les robinets de conduite et les trous d'homme de camions-citernes doivent être aménagés de façon à permettre un scellement douanier simple et efficace.

Article 6

Véhicules bâchés

1. Les véhicules bâchés doivent répondre aux conditions des articles 2 à 4 dans la mesure où celles-ci sont susceptibles de s'appliquer à ces véhicules. Ceux-ci doivent répondre en outre aux conditions suivantes.

2. La bâche, en forte toile, doit être d'une seule pièce ou faite de bandes également d'une seule pièce chacune. Elle doit être en bon état et confectionnée de manière qu'une fois le dispositif de fermeture placé, on ne puisse toucher au chargement sans laisser des traces visibles.

3. Si la bâche est faite de plusieurs bandes, leurs bords doivent être repliés l'un dans l'autre et assemblés au moyen de deux coutures éloignées d'au moins 1,5 cm. Ces coutures doivent être faites conformément au croquis n° 1 joint au présent Règlement. L'une de ces coutures, faite au moyen d'un fil d'une couleur nettement différente de l'autre et de la bâche, ne doit être visible que de l'intérieur. Lorsque, pour certaines parties de la bâche (telles que rabats à l'arrière et angles renforcés), cette couture n'est pas réalisable pour des raisons techniques, il suffit de replier le bord de la partie supérieure et de la coudre conformément au croquis n° 2 joint au présent Règlement.

Les raccomodages doivent s'effectuer selon la méthode décrite au croquis n° 3 joint au présent Règlement. Pour les raccomodages, les bords doivent être repliés l'un dans l'autre et assemblés au moyen de deux coutures visibles, distantes d'au moins 1,5 cm. dont le fil apparaissant à l'intérieur est de couleur différente du fil apparaissant à l'extérieur et de celle de la bâche.

Toutes les coutures doivent être faites à la machine.

4. Les anneaux de fixation doivent être placés de telle sorte qu'ils ne puissent être détachés de l'extérieur. Les œillets fixés à la bâche doivent être renforcés de métal ou de cuir. L'intervalle entre les œillets ou anneaux ne doit pas dépasser 20 cm.

5. La bâche doit être fixée aux parois de façon à empêcher tout accès au chargement. Elle doit être supportée par des arceaux, trois au minimum lorsque la longueur du pont est supérieure à 4 m., et par trois barres ou lattes longitudinales. Ces arceaux doivent être fixés de manière que leur position ne puisse être modifiée de l'extérieur.

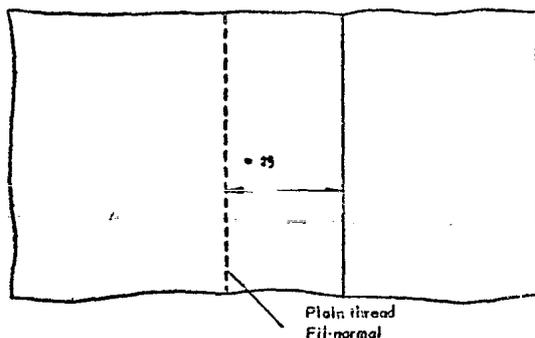
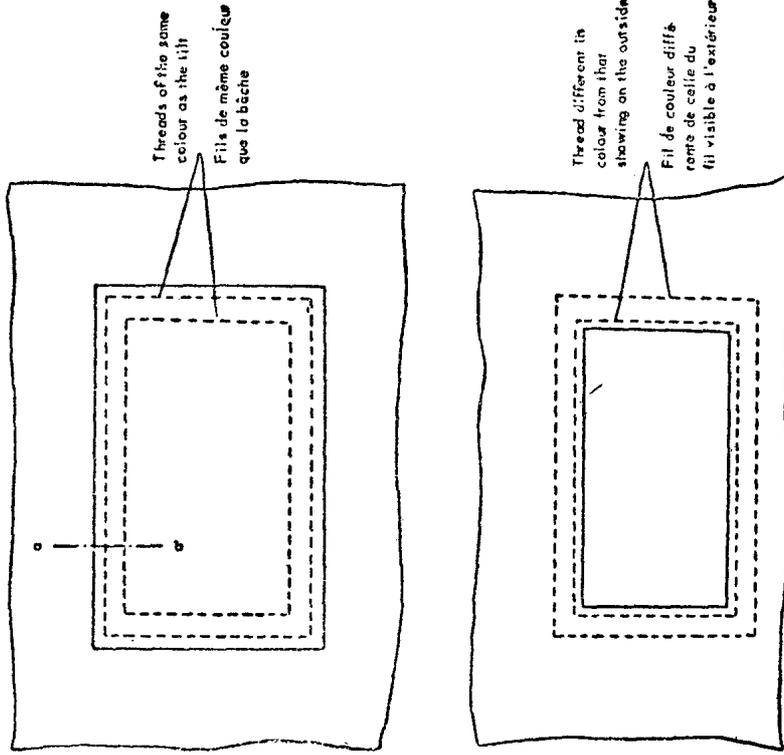
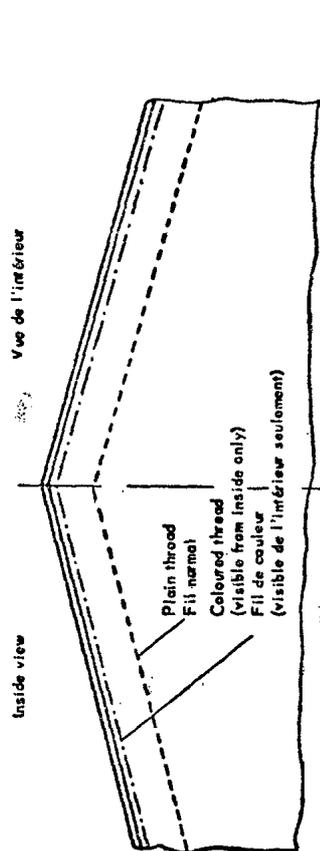
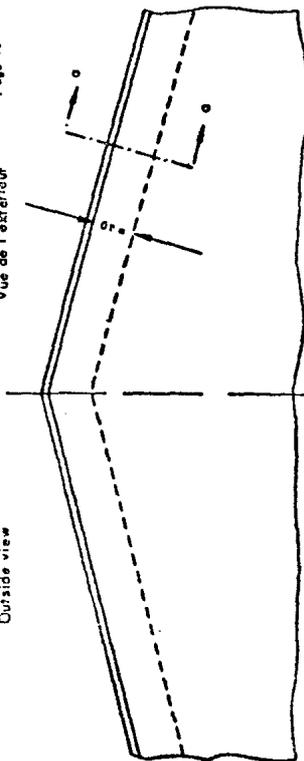
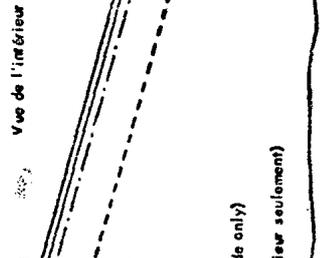
Peuvent être utilisés comme liens de fermeture:

a) soit des câbles d'acier d'un diamètre de 3 mm. au minimum, ou des cordes de chanvre ou de sisal d'un diamètre de 8 mm. au minimum; chaque lien de fermeture doit être d'une seule pièce et pourvu de deux extrémités métalliques aménagées de façon à permettre de fixer d'une manière sûre le scellement douanier; dans ce cas, les parois auront une hauteur d'au moins 35 cm. et la bâche les recouvrira sur une hauteur de 30 cm. au moins;

Coloured thread
Fil de couleur

Plain thread
Fil normal

Double flat seam for joining pieces
Couture à double repli pour l'assemblage des bandes

SKETCH No. 2
CROQUIS no 2
SECTION OF TILT
Outside view
COUPE DE LA BACHE
Vue de l'extérieur
E/ECE/TRANS/SC1/155
Page 10
a
a
Inside view
Vue de l'intérieur
Plain thread
Fil normal
Coloured thread
(visible from inside only)
Fil de couleur
(visible de l'intérieur seulement)
Section a-a
Coupe a-a
Coloured thread
(visible from inside only)
Fil de couleur
(visible de l'intérieur seulement)
Plain thread
Fil normal
Coloured thread
Fil de couleur
Plain thread
Fil normal
Seam for attaching top section
Couture de fixation de la partie supérieure
E/ECE/TRANS/SC1/155
Page 11
SKETCH No. 3
CROQUIS no 3
REPAIR OF THE TILT
RACCOMMODAGE DE LA BACHE
a
a'
(a) Repair patch outside view
(a) Raccommodage, vu de l'extérieur
Threads of the same colour as the tilt
Fils de même couleur que la bâche
(b) Inside view
(b) Vue de l'intérieur
Thread different in colour from that showing on the outside
Fil de couleur différente de celle du fil visible à l'extérieur
Plain thread
Fil normal
(c) Sectional view (a-a')
(c) Vu en coupe (a-a')
Thread of a different colour
Fil de couleur différente

b) soit des barres de fixation en fer, d'un diamètre de 8 mm. au minimum; ces barres seront d'une seule pièce, y compris la tête, et ne devront pas être recouvertes d'une peinture opaque; elles seront perforées à une extrémité pour recevoir le dispositif de fermeture et seront munies, à l'autre, d'une tête se composant de traverses dont les extrémités auront une longueur telle qu'il soit impossible de faire pivoter sur son axe la barre de fixation.

6. Si l'on utilise des câbles d'acier ou des cordes de chanvre ou de sisal (paragraphe 5 *a*), tout Etat contractant peut exiger que la partie inférieure de la bâche couvrant le véhicule et son chargement soit attachée étroitement, partout où cela sera possible en pratique, aux ridelles et au hayon du véhicule par des barres métalliques inflexibles qui seront appliquées extérieurement à la bâche, au-dessus de sa fixation et sur toute sa longueur, de manière qu'entre la bâche, d'une part, et les ridelles et le hayon, d'autre part, il ne reste aucun interstice qui permette de faire passer quoi que ce soit. Les barres seront fixées par des vis et par des écrous aménagés de manière à permettre d'y appliquer la fermeture douanière.

7 Aux ouvertures servant au chargement et au déchargement du véhicule, les deux bords de la bâche empiéteront l'un sur l'autre d'une façon suffisante. En outre, leur fermeture sera assurée par un rabat appliqué à l'extérieur et consu conformément au paragraphe ci-dessus. En plus des liens de fermeture prévus au paragraphe 5, des lanières de cuir peuvent être acceptées à condition qu'elles soient au minimum de 2 cm. de largeur et de 3 mm. d'épaisseur. Ces lanières seront fixées à l'intérieur de la bâche et munies d'œillets pour recevoir le câble ou la corde de fermeture.

CHAPITRE III
Dispositions transitoires

Article 7

Les facilités suivantes demeureront valables jusqu'au 31 décembre 1955:

a) l'intervalle entre les œillets ou anneaux placés le long des bords inférieurs de la bâche pourra atteindre 30 cm. au maximum (article 6, paragraphe 4); dans ce cas, la bâche devra recouvrir les parois sur une hauteur d'au moins 35 cm. (article 6, paragraphe 5);

b) les rabats prévus aux ouvertures pour le chargement et le déchargement (article 6, paragraphe 7) ne sont pas exigés;

c) les bâches agréées avant le 1er juillet 1953 pourront être assemblées d'une autre manière que celle décrite à l'article 6, paragraphe 3, à condition que la couture soit appliquée à l'intérieur et présente des garanties suffisantes.

Annexe 2-bis *au Projet de Convention douanière sur le transport international des marchandises par la route*

Règlement concernant la construction et l'aménagement des containers destinés aux transports internationaux des marchandises par la route.

CHAPITRE I
Dispositions générales

Article premier
Règles générales

1. Ne peuvent être agréés pour le transport international des marchandises par la route que les containers qui portent en caractères et en chiffres indélébiles le nom et l'adresse du propriétaire ou des marques et numéros d'identification et qui sont construits et aménagés de telle manière:

a) qu'un scellement puisse y être apposé de manière simple et efficace;

b) qu'aucune marchandise ne puisse être extraite de la partie scellée du container ou y être introduite sans effraction laissant des traces visibles ou sans rupture du scellement;

c) qu'aucun espace caché ne permette de dissimuler des marchandises.

2. Les containers doivent être construits de telle sorte que tous les espaces, tels que compartiments ou récipients capables de contenir des marchandises, soient d'un accès facile aux fins de la visite douanière.

3. Au cas où il subsisterait des espaces vides entre différentes épaisseurs composant les parois, le revêtement intérieur devra être fixé, complet et continu et tel qu'il ne puisse pas être démonté sans laisser de traces visibles.

4. Les containers transportés par route doivent pouvoir être fixés sur le pont de chargement du véhicule sur lequel ils sont transportés de façon à pouvoir être scellés par la douane.

Article 2
Espace réservé au chargement

1. Les parois, le plancher et le toit du container doivent être formés de plaques métalliques soudées ou rivetées ou de planches bouvetées d'une épaisseur appropriée et disposées de manière qu'aucune ne puisse être retirée sans endommager l'ensemble. Les éléments de la partie réservée au chargement doivent s'adapter exactement les uns aux autres et être fixés de telle manière qu'il soit impossible d'en déplacer ou d'en retirer aucun sans endommager les scellés ou sans laisser de traces visibles d'effraction.

2. Les organes d'assemblage essentiels, tels que boulons, verrous, rivets, doivent être fixés de l'extérieur, dépasser à l'intérieur et être rivés, boulonnés ou soudés de manière satisfaisante.

3. Les ouvertures de ventilation sont autorisées jusqu'à 40 cm. de côté et celles d'écoulement jusqu'à 35 mm. de diamètre. Elles doivent être munies d'une toile métallique ou d'une plaque de métal perforé (trous de 20 mm. au plus) et protégées par un treillage métallique soudé (mailles de 10 mm. au plus). Il ne doit pas être possible d'enlever ces dispositifs de l'extérieur du container.

Article 3
Systèmes de fermeture

1. Les portes et tous autres modes de fermeture des containers devront comporter un dispositif permettant un scellement douanier simple et efficace. Ce dispositif sera soit soudé aux parois des portes, si elles sont métalliques, soit fixé par un boulon dont l'écrou sera rivé à l'intérieur.

2. Les charnières doivent être fabriquées et agencées de manière telle que les portes et autres modes de fermeture ne puissent être retirés de leurs gonds. Les vis, verrous et autres fixations doivent être soudés aux parties extérieures des charnières.

3. Les portes en bois seront en outre bordées de bandes métalliques à plat destinées à couvrir les interstices et à assurer une fermeture complète et efficace.

4. Un dispositif de protection du scellement douanier doit être prévu.

CHAPITRE II

Dispositions particulières à certains containers

Article 4

Containers frigorifiques, containers-citernes et containers de déménagement

1. Les prescriptions ci-dessus s'appliquent aux containers frigorifiques, aux containers-citernes et aux containers de déménagement dans la mesure où elles sont compatibles avec les caractéristiques techniques que leur destination impose à ces containers.

2. Les flasques (capuchons de fermeture), les robinets de conduite et les trous d'homme de containers-citernes doivent être aménagés de façon à permettre un scellement douanier simple et efficace.

Article 5

Containers ouverts

1. Les containers ouverts doivent être bâchés, répondre aux conditions prévues à l'article premier, ainsi qu'aux paragraphes 2 à 9 du présent article et, en outre, aux dispositions générales des articles 2 et 3 dans la mesure où, en raison de la construction particulière des containers ouverts, ces dispositions générales sont susceptibles de leur être appliquées.

2. Les parois latérales doivent avoir une hauteur d'au moins 35 cm.

3. La bâche, en forte toile, doit être d'une seule pièce; si la bâche est raccommodée, elle doit être doublée sur toute la surface de la déchirure d'une pièce de toile cousue à l'intérieur. Si exceptionnellement il faut assembler de grandes pièces de la bâche, les parties doivent empiéter l'une sur l'autre sur 30 cm. au moins, et les deux extrémités doivent être cousues par un double ourlet. La bâche doit être en bon état et confectionnée de manière qu'une fois de lien de fermeture placé, on ne puisse toucher au chargement sans laisser de traces visibles. Elle doit recouvrir les parois verticales suffisamment pour empêcher l'accès au chargement. L'intervalle entre les œillets ou anneaux ne doit pas dépasser 20 cm.

4. Tout Etat contractant peut exiger que la partie inférieure de la bâche couvrant le container et son chargement soit attachée étroitement aux parois verticales du container par des barres métalliques inflexibles qui seront appliquées extérieurement à la bâche, au-dessus de sa fixation, de tout son long, de manière qu'entre la bâche, d'une part, et les parois verticales, d'autre part, il ne reste aucun interstice qui permette de faire passer quoi que ce soit. Les barres seront fixées par des vis et par des écrous aménagés de manière à permettre d'y appliquer la fermeture douanière.

5. Ne seront utilisés comme lien de fermeture que des câbles d'acier flexibles d'un diamètre de 3 mm. au minimum, des cordes de chanvre ou de sisal mesurant au moins 8 mm. d'épaisseur. Ces liens seront d'une seule pièce et pourvus aux deux extrémités de pointes métalliques et d'œillets destinés à recevoir la fermeture douanière après nouage des extrémités.

6. Les œillets fixés à la bâche seront renforcés de métal ou de cuir.

7. Les anneaux de fixation doivent être placés de telle sorte qu'ils ne puissent être détachés de l'extérieur.

8. Les arceaux supports de bâche doivent être fixés de manière qu'il soit impossible de les déplacer de l'extérieur.

9. Si la surface ouverte dépasse six mètres carrés, une armature de lattes (lattis) devra être fixée sur les arceaux. Ce lattis s'étendra sur toute la longueur du container. L'espace entre les lattes ne devra pas dépasser 20 cm. Il en sera de même pour l'intervalle entre le lattis et les parois verticales.

Article 6

Containers à claire-voie

1. Les containers à claire-voie doivent répondre aux conditions de l'article 5.

2. Ils doivent en outre pouvoir être bâchés sur toutes les surfaces à claire-voie.

3. Lorsque les parois latérales sont constituées par des planches ou des lattes, l'intervalle entre ces planches ou ces lattes ne doit pas dépasser 50 mm. Lorsque les parois latérales sont constituées par un treillage métallique la plus grande diagonale des mailles ne doit pas dépasser 50 mm.

Article 7

Containers repliables ou démontables

Les containers repliables ou démontables sont admis dans les mêmes conditions que les containers non repliables ou non démontables, sous la réserve que les dispositifs de verrouillage permettant de les replier ou de les démonter puissent être scellés par la douane et qu'aucune partie de ces containers ne puisse être déplacée sans rompre ces scellés.

CHAPITRE III

Dispositions transitoires

Article 8

Les facilités suivantes demeureront valables jusqu'au 31 décembre 1953:

a) l'indélébilité des inscriptions (article premier, paragraphe 1) ne sera pas exigée pour autant que celles-ci présentent un caractère suffisant de permanence;

b) les planchers (article 2, paragraphe 1) en bois pourront être non bouvetés;

c) la protection des ouvertures de ventilation et d'écoulement par un treillage métallique (article 2, paragraphe 3) ne sera pas obligatoire;

d) le dispositif de protection du scellement douanier (article 3, paragraphe 4) ne sera pas obligatoire;

e) l'empiètement de 30 cm. pour les bâches assemblées ne sera pas obligatoire à condition que la couture d'assemblage soit à l'intérieur (article 5, paragraphe 3);

f) l'intervalle entre les œillets ou anneaux pourra atteindre 30 cm. au maximum (article 5, paragraphe 3).

Annexe 3 au Projet de Convention douanière sur le transport international des marchandises par la route.

Certificat d'agrément

1. CERTIFICAT N° . . . .

2. Attestant que le véhicule/container désigné ci-après remplit les conditions requises pour être admis au transport international de marchandises par la route.

---

3. Valable jusqu'au . . . .

4. Ce certificat doit être restitué à l'office émetteur lorsque le véhicule/container est retiré de la circulation, en cas de changement de propriétaire, à l'expiration de la durée de validité et en cas de changement notable des caractéristiques du véhicule.

5. Genre . . . .

6. Nom et siège d'exploitation du transporteur (propriétaire) . . . .
. . . .

7. Nom ou marque du constructeur . . . . .

8. Numéro du châssis . . . .

9. Numéro du moteur . . . .

10. Numéro d'immatriculation . . . .

11. Marque d'identification . . . .

12. Poids net . . . .

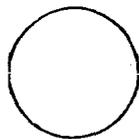
13. Le véhicule/container décrit ci-dessus a subi à . . . . l'examen prévu à l'article 16 de la Convention et remplit les conditions requises pour être admis au transport international des marchandises par la route.

14. Le véhicule/container décrit ci-dessus répond / ne répond pas aux conditions prévues à l'article 6, paragraphe 5, du Règlement concernant la construction et l'aménagement des véhicules destinés aux transports internationaux de marchandises par la route et à l'article 5, paragraphe 4, du Règlement concernant la construction et l'aménagement des containers.

En conséquence il sera / ne sera pas admis dans les pays qui exigent l'application de ces paragraphes.

15. Annexes . . . . . (indiquer le nombre)

16. 19

17. *Signature et cachet de l'Office émetteur*
à . . . .

18. *N.B.* En ce qui concerne les véhicules, le présent Certificat doit être accompagné de photographies ou de dessins établis suivant les directives de l'Office émetteur et authentifiés par cet Office.

Article V

Le Protocole additionnel au Projet de Convention douanière sur le transport international des marchandises par la route, sur le transport des marchandises au moyen de containers, en date du 11 mars 1950, est abrogé.

Article VI

1. Le présent Protocole entrera en vigueur lorsque tous les Gouvernements parties à l'Accord provisoire qui ont accepté le Projet de Convention douanière sur le transport international des marchandises par la route l'auront signé sans réserve de ratification ou l'auront ratifié s'ils l'ont signé sous réserve de ratification.

2. Dans le cas d'une signature sous réserve de ratification, les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général des Nations Unies.

Article VII

A partir de son entrée en vigueur, le présent Protocole sera considéré comme faisant partie intégrante de l'Accord provisoire.

Article VIII

Le présent Protocole sera ouvert à la signature, à Genève, du 28 novembre 1952 au 1er juillet 1953. Après cette date, il sera déposé auprès du Secrétaire général des Nations Unies et demeurera, s'il y a lieu, ouvert à la signature au siège de l'Organisation jusqu'à son entrée en vigueur.

Article IX

Le Secrétaire général des Nations Unies:

a) adressera à tous les pays participant aux travaux de la Commission économique pour l'Europe une copie certifiée conforme du présent Protocole; et

b) notifiera aux mêmes pays toute ratification déposée conformément à l'article VI ci-dessus, ainsi que l'entrée en vigueur du Protocole.

Fait, à Genève, en un seul exemplaire, en langues anglaise et française, l'un et l'autre textes faisant également foi, le vingt-huit novembre mil neuf cent cinquante-deux.

Pour l'Albanie

Pour l'Autriche

Pour l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise
Sous réserve de ratification (JEAN LEROY)

Pour la Bulgarie

Pour la Biélorussie

Pour la Tchécoslovaquie

Pour le Danemark

Pour l'Egypte

Pour la Finlande

Pour la France
GHISLAIN CLAUZEL

Pour la Grèce

Pour le Royaume Hachémite de Jordanie

Pour la Hongrie

Pour l'Islande

Pour l'Irak

Pour l'Irlande

Pour l'Italie
Sous réserve de ratification (P. Rizzi)

Pour le Liban

Pour les Pays-Bas
O. H. B. Schoenewald

Pour la Norvège

Pour la Pologne

Pour le Portugal

Pour la Roumanie

Pour la Suède
A. Appeltofft

Pour la Suisse
F. Lüthi

Pour la Syrie

Pour la Turquie

Pour l'Ukraine

Pour l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Pour les Etats-Unis d'Amérique

Pour la Yougoslavie

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
Martino

LEGGE 21 maggio 1955, n. 463.
Provvedimenti per la costruzione di autostrade e strade e modifiche alle tasse automobilistiche.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Promulga

la seguente legge:

TITOLO I.

Costruzione di autostrade e strade

Art. 1.

Per la costruzione di autostrade a cura ed a carico dell'Azienda nazionale autonoma delle strade statali, per la corresponsione dei contributi di cui al successivo art. 3 nel caso di concessione di costruzione ed esercizio di autostrade, nonchè per il raddoppio di autostrade, è autorizzata la spesa di lire 10 miliardi per ciascuno degli esercizi finanziari dal 1955-56 al 1964-65.

In aggiunta agli stanziamenti previsti nel primo comma, è assegnata all'Azienda nazionale autonoma delle strade statali una somma non inferiore a lire 2 miliardi per ciascuno degli esercizi dal 1955-56 al 1964-65 per lavori di miglioramento e per nuove costruzioni di strade statali nel Mezzogiorno con particolare riguardo alle zone che non realizzino programmi autostradali.

Le somme indicate nei precedenti commi sono iscritte nello stato di previsione della spesa del Ministero dei lavori pubblici per gli esercizi dal 1955-56 al 1964-65.

Il Ministro per i lavori pubblici è autorizzato ad assumere impegni fino alla concorrenza complessiva di lire 100 miliardi per la costruzione di autostrade e di lire 20 miliardi per la costruzione delle strade statali e a ripartire il loro pagamento negli esercizi finanziari indicati ed entro i limiti delle somme per ciascuno di essi previste.

Almeno il 25 per cento delle spese autorizzate per le autostrade sarà destinato alla costruzione delle autostrade nel Mezzogiorno d'Italia.

Art. 2.

Le autostrade da costruirsi in base alla presente legge e l'ordine di precedenza della costruzione sono stabiliti con decreto del Ministro per i lavori pubblici, di concerto con il Ministro per il tesoro e con il Ministro per i trasporti.

L'allegato grafico del piano poliennale di sviluppo e miglioramento della rete delle autostrade costituisce, nelle sue direttrici di grande massima, parte integrante della presente legge.

Il suddetto piano poliennale sarà attuato entro i limiti delle autorizzazioni di spesa previste dal precedente art. 1.

Art. 3.

Nel caso di concessione di costruzione ed esercizio di autostrade, il concorso statale non può superare il 40 per cento del costo di costruzione riconosciuto ammissibile.

La durata della concessione non può superare gli anni trenta dall'apertura all'esercizio dell'autostrada.

A decorrere dal quinto anno di apertura al traffico dell'autostrada, sul gettito lordo del diritto di pedaggio eccedente il 10 per cento di quello tenuto a base del piano finanziario inserito nella convenzione con cui è disciplinata la concessione, è devoluta allo Stato una aliquota non inferiore alla percentuale di contributo concesso dallo Stato stesso. L'aliquota è soggetta a revisione triennale.

Le domande per la concessione della costruzione e dell'esercizio dell'autostrada sono presentate all'A.N.A.S.

Nelle concessioni di cui al presente articolo sono, a parità di condizioni, preferiti gli enti di diritto pubblico od i loro consorzi o le società da essi costituite o nelle quali essi abbiano la maggioranza azionaria.

La concessione è accordata con decreto del Ministro per i lavori pubblici di concerto con quello per il tesoro;

con lo stesso decreto viene approvata, sentito il Consiglio superiore dei lavori pubblici ed il Consiglio di Stato, la convenzione che disciplina la concessione.

Art. 4.

Nei modi e nei termini previsti dall'art. 2410 del Codice civile, il concessionario è autorizzato ad emettere obbligazioni da ammortizzare in un periodo non superiore alla durata della concessione, per un ammontare non superiore alla differenza tra la spesa di costruzione ed il contributo statale. L'emissione è subordinata all'approvazione del Comitato interministeriale del credito e risparmio che può autorizzare la quotazione presso le Borse italiane delle obbligazioni stesse. Gli Istituti di credito e le Banche di cui alle lettere *a*), *b*) e *d*) dell'art. 5 del regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, e successive modificazioni, sono autorizzati — anche in deroga alle disposizioni statutarie — ad assumere le obbligazioni anzidette.

Il concessionario può altresì contrarre mutui con Istituti, Enti e Sezioni di credito autorizzati ad esercitare il credito a medio o a lungo termine, o con Istituti, Enti e Società di previdenza e di assicurazione, con l'Istituto delle Casse di risparmio italiane e con l'Istituto federale delle Casse di risparmio delle Venezie.

Art. 5.

Le convenzioni tra lo Stato ed i concessionari, gli atti ed i contratti riguardanti finanziamenti previsti dal precedente articolo, gli atti ed i contratti di consolidamento, estinzione e revoca dei finanziamenti stessi, comprese le fidejussioni prestate dagli Enti pubblici, sono assoggettati alla imposta fissa di registro ed ipotecaria.

Restano ferme le eventuali maggiori agevolazioni previste dalle vigenti disposizioni a favore dei singoli Istituti ed Enti finanziatori.

Art. 6.

Allo scopo di integrare il fabbisogno finanziario per la costruzione a propria cura e spese di autostrade ai sensi dell'art. 1, l'Azienda nazionale autonoma delle strade statali è autorizzata dal 1955-56 al 1964-65, a contrarre mutui con il Consorzio di credito per le opere pubbliche o con altri Istituti di credito ed Enti di diritto pubblico all'uopo autorizzati dal Ministro per il tesoro con proprio decreto.

Le operazioni di mutuo e gli atti ad esso inerenti e conseguenti sono esenti da ogni imposta e tassa, fatta salva la quota di abbonamento di cui all'art. 8 del regio decreto-legge 2 settembre 1919, n. 1627, convertito nella legge 14 aprile 1921, n. 488.

Art. 7.

I mutui previsti nel precedente articolo saranno ammortizzati in un periodo non superiore a trenta anni e saranno contratti alle condizioni e nei modi stabiliti in apposite convenzioni da stipularsi tra l'Azienda nazionale autonoma delle strade statali ed il Consorzio di credito per le opere pubbliche o gli Istituti di credito ed Enti autorizzati, ai sensi dell'art. 4, con l'intervento del Ministro per il tesoro. Le convenzioni saranno approvate con decreto del Ministro per i lavori pubblici, di concerto con il Ministro per il tesoro.

Il servizio dei mutui è assunto dall'Azienda nazionale autonoma delle strade statali a partire dall'esercizio finanziario 1955-56.

Le rate di ammortamento saranno iscritte, con distinta imputazione, negli stati di previsione della spesa dell'Azienda stessa e specificatamente vincolate a favore del Consorzio di credito per le opere pubbliche o degli Enti od Istituti mutuanti.

Art. 8.

Tutte le opere da eseguire per l'attuazione della presente legge, in conformità dei relativi progetti, approvati dopo la prescritta istruttoria, sono dichiarate di pubblica utilità, urgenti ed indifferibili, a tutti gli effetti di legge.

Le stime compilate dagli uffici tecnici dell'Azienda nazionale autonoma delle strade statali allo scopo di determinare le indennità spettanti ai proprietari da espropriare in dipendenza dei lavori di cui alla presente legge, equivalgono alla perizia di cui all'art. 32 della legge 25 giugno 1865, n. 2359, ogni qualvolta siano state redatte in base a stati di consistenza compilati, previo avviso agli interessati e con l'assistenza di testimoni, dagli uffici stessi, e siano state successivamente approvate dagli organi centrali dell'Azienda suddetta.

Il prefetto, ricevute le relazioni di stima, gli elenchi ed i piani già pubblicati a norma degli articoli 17 e 18 della legge predetta, emana le ordinanze di deposito previste dall'art. 48 della legge stessa, o promuove dalla competente autorità giudiziaria le ordinanze di pagamento diretto delle indennità di espropriazione, ai sensi della legge 3 aprile 1926, n. 686.

Contro le stime di cui al secondo comma i proprietari espropriati possono proporre opposizione avanti l'autorità giudiziaria, con le modalità e nei termini stabiliti dall'art. 51 della legge 25 giugno 1865, n. 2359, la quale, anche per tutto il resto, rimane ferma ed invariata.

Art. 9.

E' assegnata all'Azienda nazionale autonoma delle strade statali, per lo studio e la progettazione dell'autostrada Napoli-Bari, la somma di lire 100 milioni ripartita in ragione di lire 30 milioni per l'esercizio 1955-56 e di lire 70 milioni per l'esercizio 1956-57.

E' assegnata inoltre la somma di lire 100 milioni, da ripartirsi in ragione di lire 50 milioni per l'esercizio finanziario 1955-56 e di lire 50 milioni per l'esercizio finanziario 1956-1957, per lo studio e la progettazione delle altre autostrade da costruire nell'Italia centro-meridionale ed insulare, entro il piano di massima di cui al secondo comma dell'art. 2.

Art. 10.

Alla copertura degli oneri derivanti dalla presente legge sarà provveduto per l'esercizio 1955-56 con le maggiori entrate derivanti dalla elevazione delle misure delle tasse automobilistiche e dall'aumento dell'imposta sulla benzina.

Con decreti del Ministro per il tesoro sarà provveduto alle necessarie variazioni nello stato di previsione della spesa del Ministero dei lavori pubblici e negli stati di previsione dell'entrata e della spesa dell'Azienda nazionale autonoma delle strade statali.

TITOLO II.

Provvedimenti in materia di tasse automobilistiche.

Art. 11.

Le tariffe *A, B, C, D, E, F, G, H* ed *I* dell'allegato 1, al testo unico delle leggi sulle tasse automobilistiche, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 5 febbraio 1953, n. 39, sono sostituite rispettivamente dalle tariffe *A, B, C, D, E, F, G, H* ed *I* annesse alla presente legge.

Art. 12.

Gli autoveicoli « nuovi di fabbrica » di produzione nazionale a quattro o più ruote motrici, adatti per l'impiego fuori strada e muniti di carrozzeria utilitaria, hanno diritto, per il periodo di cinque anni — a decorrere dalla data del collaudo — alla riduzione del 50 per cento sull'ammontare della tassa annua di circolazione prevista per le autovetture adibite al trasporto di persone.

Sulla licenza di circolazione, il competente Ispettorato compartimentale della motorizzazione civile e dei trasporti in concessione deve dichiarare che l'autoveicolo ha le caratteristiche tecniche di cui sopra ed il periodo di durata della riduzione.

Il beneficio tributario suddetto si applica anche agli autoveicoli con le stesse caratteristiche già in circolazione, a condizione che, entro sei mesi dall'entrata in vigore della presente legge, gli interessati richiedano al competente Ispettorato compartimentale della motorizzazione civile e dei trasporti in concessione l'apposizione, sulla licenza di circolazione, della suindicata dichiarazione.

Art. 13.

La lettera *h*) dell'art. 17 del testo unico delle leggi sulle tasse automobilistiche approvato con decreto del Presidente della Repubblica 5 febbraio 1953, n. 39, è sostituita dalla seguente:

« *h*) i velocipedi con motore ausiliario, i motocicli e le motocarrozzette, i motocicli leggeri e le motocarrozzette leggere destinati a sostituire o integrare le possibilità di deambulazione dei mutilati e invalidi per qualsiasi causa; ».

Art. 14.

Il primo comma dell'art. 18 del testo unico delle leggi sulle tasse automobilistiche, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 5 febbraio 1953, n. 39, è sostituito dal seguente:

« Le autovetture ed i motocicli ad uso privato, i rimorchi ad uso di abitazione, di campeggio e simili importati temporaneamente dall'estero ed appartenenti a persone residenti stabilmente all'estero sono esenti dal pagamento della tassa di circolazione per tre mesi, a decorrere dalla data della loro temporanea importazione ».

Art. 15.

L'art. 21 del testo unico delle leggi sulle tasse automobilistiche, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 5 febbraio 1953, n. 39, è sostituito dal seguente:

« Gli autocarri ed i rimorchi nuovi di fabbrica, di produzione nazionale, di peso complessivo a pieno carico superiore a 30 quintali, hanno diritto, per il periodo di tre anni — a decorrere dalla data del collaudo — alla riduzione del 60 per cento sull'ammontare della tassa di circolazione, prevista dall'annessa tariffa *F*.

Sulla licenza di circolazione il competente Ispettorato compartimentale della motorizzazione civile e dei trasporti in concessione deve dichiarare che l'autocarro o il rimorchio hanno le caratteristiche suddette, ed il periodo di durata della riduzione di tassa ».

Art. 16.

I motocicli e motocarrozzette, i motocicli leggeri e motocarrozzette leggere nuovi di fabbrica di produzione nazionale, adibiti al trasporto di persone, sono esentati dal pagamento della tassa di circolazione per i primi tre bimestri, compreso quello dell'entrata in circolazione.

I motoveicoli ammessi al predetto beneficio, per poter circolare nel periodo di esenzione, debbono corrispondere il diritto fisso di cui al n. 2 dell'annessa tariffa *H*.

Art. 17.

A parziale modifica dell'art. 6 del testo unico delle leggi sulle tasse automobilistiche, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 5 febbraio 1953, n. 39, è consentito il pagamento rateale della tassa di circolazione per i motoveicoli di cui all'articolo precedente, secondo le forme, i termini e le modalità di cui al successivo art. 18.

Art. 18.

Il Ministro per le finanze ha facoltà di stabilire con proprio decreto nuove forme di pagamento delle tasse automobilistiche e di modificare le forme, i termini e le modalità di pagamento dello stesso tributo previsti dagli articoli 2, penultimo comma, 5 e 6 del testo unico delle leggi sulle tasse automobilistiche, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 5 febbraio 1953, n. 39.

Disposizioni finali

Art. 19.

Le disposizioni contenute nel titolo II della presente legge hanno effetto dal 1° luglio 1955.

Art. 20.

La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 21 maggio 1955

GRONCHI

SCELBA — ROMITA — VANONI — GAVA — TREMELLONI — MATTARELLA

Visto, *il Guardasigilli:* DE PIETRO

TARIFFA *A*.

MOTOCICLI E MOTOCARROZZETTE

POTENZA IN CV	Tassa annua Lire	*Note*
Fino a 3	4.800	Per le motocarrozzette adibite a servizio pubblico da piazza la tassa è ridotta ad un quarto (¼).
Da oltre 3 fino a 6	6.500	
Oltre 6	10.000	

TARIFFA *B*.

VELOCIPEDI CON MOTORE AUSILIARIO

CILINDRATA	Tassa fissa annua Lire	*Note*
Fino a 50 cm³	1.500	

MOTOCICLI LEGGERI E MOTOCARROZZETTE LEGGERE

CILINDRATA	Tassa annua Lire	*Note*
Oltre 50 cm³ e fino a 125 cm³	4.200	

TARIFFA *C*.

AUTOVETTURE ADIBITE AL TRASPORTO DI PERSONE
E AUTOVETTURE ADIBITE AL TRASPORTO PROMISCUO DI PERSONE E COSE

POTENZA IN CV	Tassa annua Lire
Fino a 5	7.500
di 6	8.000
» 7	8.500
» 8	9.500
» 9	10.000
» 10	10.500
» 11	15.000
» 12	18.000
» 13	21.300
» 14	27.000
» 15	31.500
» 16	36.000
» 17	43.200
» 18	48.000
» 19	54.480
» 20	61.200
» 21	66.300
» 22	71.400
» 23	76.500
» 24	81.600
» 25	86.700
» 26	91.800
» 27	96.900
» 28	102.000
» 29	107.100
» 30	112.200
» 31	117.300
» 32	122.400
» 33	127.500
» 34	134.400
» 35	141.000
» 36	147.900
» 37	154.800
» 38	161.400
» 39	168.300
» 40	175.200
» 41	181.800
» 42	188.700
» 43	195.600
» 44	202.200
» 45	209.100

Note

Per le autovetture di potenza superiore ai 45 cavalli vapore si applica la tassa corrispondente a cavalli vapore 45 aumentata di lire 8500 (ottomilacinquecento) per ogni cavallo vapore in più dei 45.

Alla tassa riportata nella presente tariffa si applicano le seguenti riduzioni:

1) per le autovetture da noleggio di rimessa: riduzione del 50 per cento; per le autovetture costruite o immatricolate prima del 1937 la riduzione è del 60 per cento;

2) per le autovetture adibite al servizio pubblico da piazza: riduzione ad un quarto (¼); per le autovetture costruite o immatricolate prima del 1937 la riduzione è ad un quinto (1/5);

3) per le autovetture adibite a scuola guida: riduzione del 40 per cento a condizione che sulla licenza di circolazione sia stata apposta dal competente Ispettorato compartimentale della motorizzazione civile apposita annotazione attestante che l'autoveicolo è munito del doppio comando ed è esclusivamente adibito a scuola guida;

4) per le autovetture azionate con motore Diesel: riduzione del 20 per cento.

TARIFFA *D*.

AUTOBUS

POTENZA IN CV	Tassa annua Lire	*Note*
Fino a 10	9.000	Per gli autobus di potenza superiore ai 45 cavalli vapore si applica la tassa corrispondente ai cavalli vapore 45, aumentata di lire 5000 per ogni cavallo vapore in più dei 45. Per gli autobus adibiti al servizio di noleggio da rimessa e per gli autobus adibiti al servizio pubblico su linea regolare si applica la tassa riportata nella presente tariffa ridotta di un terzo (1/3).
di 11	11.250	
» 12	13.500	
» 13	15.750	
» 14	18.000	
» 15	20.250	
» 16	22.500	
» 17	24.600	
» 18	27.000	
» 19	30.000	
» 20	33.000	
» 21	36.000	
» 22	39.000	
» 23	42.000	
» 24	45.000	
» 25	48.000	
» 26	51.000	
» 27	54.000	
» 28	57.000	
» 29	60.000	
» 30	63.000	
» 31	66.000	
» 32	69.000	
» 33	72.000	
» 34	75.000	
» 35	79.500	
» 36	84.000	
» 37	88.500	
» 38	93.000	
» 39	97.500	
» 40	102.000	
» 41	106.500	
» 42	110.700	
» 43	115.500	
» 44	120.000	
» 45	124.500	

TARIFFA *E*.

AUTOSCAFI AD USO PRIVATO (TRASPORTO PERSONE)

POTENZA IN CV	Tassa annua Lire	*Note*
Di 1	3.350	Per gli autoscafi di potenza superiore ai 45 cavalli vapore si applica la tassa corrispondente ai cavalli vapore 45, aumentata di lire 6000 per ogni cavallo vapore in più dei 45. Per gli autoscafi adibiti al trasporto di cose la tassa di circolazione è dovuta in ragione di lire 225 per ogni cavallo vapore di potenza del motore. Per gli autoscafi destinati al servizio pubblico autorizzato si applica la tassa riportata dalla presente tariffa ridotta ad un terzo $(^{1}/_{3})$. Sono soggetti alle tasse stabilite dalla presente tariffa tutti i natanti a propulsione meccanica destinati a navigare sui laghi, fiumi e canali, e quelli destinati alla navigazione in acque soggette a giurisdizione marittima, ma esènti dall'obbligo del ruolo di equipaggio.
» 2	3.650	
» 3	3.950	
» 4	4.310	
» 5	4.550	
» 6	4.850	
» 7	5.450	
» 8	5.900	
» 9	6.350	
» 10	6.800	
» 11	9.400	
» 12	10.000	
» 13	10.600	
» 14	11.500	
» 15	12.250	
» 16	13.000	
» 17	13.900	
» 18	14.800	
» 19	15.850	
» 20	16.900	
» 21	18.250	
» 22	19.600	
» 23	23.250	
» 24	24.900	
» 25	26.700	
» 26	28.650	
» 27	30.900	
» 28	33.000	
» 29	35.700	
» 30	38.100	
» 31	41.100	
» 32	43.500	
» 33	46.800	
» 34	49.800	
» 35	52.800	
» 36	56.700	
» 37	60.000	
» 38	63.900	
» 39	67.000	
» 40	71.400	
» 41	75.000	
» 42	78.600	
» 43	82.500	
» 44	86.700	
» 45	90.000	

TARIFFA *F*.

AUTOCARRI, MOTOCARRI, MOTOFURGONCINI, RIMORCHI E MOTOFURGONCINI LEGGERI

PORTATA DEL VEICOLO	Tassa annua		Note
	Autocarri, motocarri e motofurgoncini Lire	Rimorchi Lire	
Fino a 4 quintali	7.500	8.250	Per i motofurgoncini leggeri la tassa annua è di lire 6000.
Da oltre 4 fino a 8 quintali	10.500	11.550	
» 8 » 10 »	13.500	14.850	
» 10 » 15 »	18.000	19.800	
» 15 » 20 »	25.500	27.900	
» 20 » 25 » .	33.000	36.000	
» 25 » 30 »	40.500	44.400	
» 30 » 35 »	48.000	52.800	
» 35 » 40 » .	55.500	60.900	
» 40 » 45 »	63.000	69.000	
» 45 » 50 »	70.500	77.400	
» 50 » 60 » . .	78.000	85.800	
» 60 » 70 » .	87.000	95.700	
» 70 » 80 » . .	96.000	105.000	
» 80 » 90 » . .	108.000	118.500	
» 90 » 100 » . .	123.000	135.000	
» 100 » 110 » . .	138.000	150.000	
» 110 quintali	157.500	171.000	

TARIFFA G.

RIMORCHI ADIBITI AL TRASPORTO DI PERSONE

NUMERO DEI POSTI	Tassa annua		Note
	Per uso privato Lire	Noleggio rimessa e servizio pubblico di linea Lire	
Fino a 15	37.500	24.600	
da 16 a 25	56.250	37.500	
da 26 a 40	84.000	56.000	
oltre i 40	140.400	93.000	

TARIFFA H.

Riferimento articoli del testo unico	DIRITTI FISSI E TASSE FISSE	Importo Lire	Note
16	1. Rilascio del certificato sostitutivo del disco-contrassegno: diritto fisso	200	
19	2. Circolazione in esenzione delle autovetture e dei motocicli, motocarrozzette, motocicli leggeri e motocarrozzette leggere, nuovi di fabbrica:		
	a) autovetture: diritto fisso	1.000	
	b) motocicli, motocarrozzette, motocicli leggeri, motocarrozzette leggere: diritto fisso	300	
23	3. Circolazione di prova:		
	a) autovetture, autobus, autocarri e rimorchi: tassa fissa annua	60.000	
	b) motocicli, motocarrozzette, motocarri, motocicli leggeri, motocarrozzette leggere e motofurgoncini leggeri: tassa fissa annua	9.000	
	c) autoscafi tassa fissa annua	6.000	
	d) velocipedi con motore ausiliario: tassa fissa annua	4.500	
26	4. Trasporto di autovetture, motocicli, motocarrozzette, motocicli leggeri e motocarrozzette leggere nuovi di fabbrica o di parti di ricambio su autocarri o motocarri pure nuovi di fabbrica:		
	per ogni trasporto: tassa fissa	4.000	
28	5. Trasporto di persone su autocarri appartenenti ad aziende agricole od industriali:		
	per ogni persona trasportabile: tassa fissa annua	1.500	

TARIFFA *I.*

AUTOVEICOLI E RIMORCHI AD USO SPECIALE, NON ATTI COMUNQUE AL TRASPORTO DI COSE

DENOMINAZIONE DEI VEICOLI	Tassa annua Lire	*Note*
A)		
1) trattrici stradali; 2) avantreni distaccabili di autocarri snodati a tre assi; 3) autospazzatrici; 4) autospazzaneve; 5) autopompe; 6) autoinnaffiatrici; 7) autocarri attrezzi; 8) autocarri scala e autocarri per riparazioni linee elettriche; 9) autocarri gru per soccorsi e recuperi automobilistici; 10) autosgranatrici; 11) autotrebbiatrici; 12) autoambulanze; 13) autofunebri; 14) autofurgoni appositamente carrozzati per trasporto di detenuti; 15) autoveicoli per disinfezioni; 16) autopubblicitarie e per mostre pubblicitàrie semprechè provviste di carrozzeria apposita che non consenta altri usi e nelle quali le cose trasportate non abbandonino mai il veicolo; 17) autoveicoli per radio cinemasonoro; 18) autoveicoli adibiti a spettacoli viaggianti; 19) autoschermografico; 20) autocappella; 21) auto attrezzato per irrorare i campi; 22) autosaldatrici; 23) auto con installazioni telegrafiche; 24) autoscavatrici; 25) autoperforatrici; 26) autosega.	Per ogni cavallo vapore di potenza del motore: lire 750.	
B)		
1) rimorchi destinati esclusivamente a servire gli automezzi di cui alla lettera *A)*; 2) rimorchi carrozzati ad uso speciale conformemente all'autoveicolo da cui sono trainati; 3) rimorchi ad uso di abitazione, quelli di campeggio o simili.	Per ciascun rimorchio: lire 4500 in misura fissa annua.	
C)		
Carrelli adibiti al trasporto su strada di veicoli ferroviari.	Per ciascun carrello: lire 6000 in misura fissa annua.	

PROGRAMMA POLIENNALE
DI
COSTRUZIONE AUTOSTRADE
VA
CO
MI
BS
VI
VR
PD
VE
TS
TO
GE
SV
62
62
BO
64
LU
FI
AN
PE
AQ
ROMA
BN
90
NA
SA
BA
TA
LE
RC
PA
CT
LEGGENDA
AUTOSTRADE ESISTENTI AD UNA SEDE
AUTOSTRADE ESISTENTI DA AMPLIARE
AUTOSTRADE AD UNA SEDE A TRE VIE IN COSTRUZIONE
AUTOSTRADE A DUE SEDI, CIASCUNA A DUE VIE, DA COSTRUIRE NEI LIMITI DEI FINANZIAMENTI CONCESSI
AUTOSTRADE AD UNA SEDE, A DUE VIE, DA COSTRUIRE
AUTOSTRADE IN STUDIO PER LA REALIZZAZIONE IN UN SECONDO TEMPO
N.B. I numeri sono relativi alle strade statali di collegamento
Km 0 25 50 75 100 125 150 Km

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 11 aprile 1955, n. 464.

Riconoscimento della personalità giuridica della Chiesa parrocchiale di San Nicola di Bari, in Ispani. (Salerno).

N. 464. Decreto del Presidente della Repubblica 11 aprile 1955, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuta la personalità giuridica della Chiesa parrocchiale di San Nicola di Bari, in Ispani (Salerno).

Visto, *il Guardasigilli:* DE PIETRO
Registrato alla Corte dei conti, addì 1° *giugno* 1955
Atti del Governo, registro n. 91, *foglio n.* 9. — CARLOMAGNO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 11 aprile 1955, n. 465.

Riconoscimento della personalità giuridica della Chiesa parrocchiale di San Giuseppe, in frazione Cavo del comune di Rio Marina (Livorno).

N. 465. Decreto del Presidente della Repubblica 11 aprile 1955, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuta la personalità giuridica della Chiesa parrocchiale di San Giuseppe, in frazione Cavo del comune di Rio Marina (Livorno).

Visto, *il Guardasigilli* DE PIETRO
Registrato alla Corte dei conti, addì 1° *giugno* 1955
Atti del Governo, registro n. 91, *foglio n.* 15. — CARLOMAGNO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 11 aprile 1955, n. 466.

Riconoscimento della personalità giuridica della Congregazione delle Suore Oblate di Sant'Antonio da Padova, con sede in Brindisi.

N. 466. Decreto del Presidente della Repubblica 11 aprile 1955, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuta la personalità giuridica della Congregazione delle Suore Oblate di Sant'Antonio da Padova, con sede in Brindisi.

Visto, *il Guardasigilli* DE PIETRO
Registrato alla Corte dei conti, addì 1° *giugno* 1955
Atti del Governo, registro n. 91, *foglio n.* 16 — CARLOMAGNO

DECRETO MINISTERIALE 28 maggio 1955.

Modificazione dello statuto del Banco di Sicilia, istituto di credito di diritto pubblico con sede in Palermo.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, sulla difesa del risparmio e sulla disciplina della funzione creditizia, modificato con le leggi 7 marzo 1938, n. 141, 7 aprile 1938, n. 636, e 10 giugno 1940, n. 933;

Visti i decreti legislativi 17 luglio 1947, n. 691 e 20 gennaio 1948, n. 10;

Visto lo statuto del Banco di Sicilia, istituto di credito di diritto pubblico con sede in Palermo, approvato con proprio decreto in data 19 maggio 1951;

Vista la deliberazione del Consiglio d'amministrazione dell'Istituto stesso adottata nella seduta del 12 aprile 1954 relativamente alle proposte di modifica dello statuto suddetto, nonchè il parere espresso dal Consiglio generale dell'Istituto nella tornata del 30 aprile 1954;

Sentito il Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio;

D'intesa con il Presidente della Regione Siciliana;

Decreta:

Sono approvate le modifiche appresso indicate allo statuto del Banco di Sicilia, istituto di credito di diritto pubblico con sede in Palermo:

Art. 5, il par. *a)* è così modificato:

« *a*) dal fondo di dotazione ivi compreso il fondo per concorso a speciali opere di propulsione economica interessanti la Sicilia; ».

Art. 10, viene aggiunto il seguente comma:

« Il Consiglio generale, per la prima adunanza dopo la costituzione a norma dell'art. 7, è convocato dal presidente del Consiglio di amministrazione ».

Art. 20, è così modificato:

Rientra in particolare nelle normali attribuzioni del Consiglio di amministrazione:

1) approvare le norme regolamentari per i servizi e le operazioni dell'Istituto;

2) istituire, quando ne ravvisi la necessità, Commissioni di sconto, Comitati tecnici, o Commissioni speciali di qualsiasi natura, nominandone i membri e determinandone i poteri, le attribuzioni ed i compensi;

3) deliberare sulle proposte di modifica allo statuto;

4) deliberare sul regolamento del personale, sulla composizione numerica ed i relativi ruoli, nonchè sulle loro modificazioni;

5) deliberare l'istituzione, la trasformazione e la chiusura degli stabilimenti;

6) esaminare il bilancio ed i conti economici dell'Istituto compilati distintamente per ciascuna delle sue sezioni ed autorizzarne la presentazione al Consiglio generale con le proposte per il riparto degli utili;

7) determinare i limiti di competenza del Comitato esecutivo, del direttore generale e, su proposta del direttore generale, quelli dei direttori delle dipendenze, per le operazioni di credito ordinario e per quelle delle sezioni speciali; e deliberare le operazioni di credito ordinario e quelle delle sezioni speciali di propria competenza;

8) deliberare sulle partecipazioni ad enti promossi o creati dallo Stato ovvero autorizzati da leggi speciali;

9) deliberare la nomina, la promozione ed il collocamento a riposo del personale di grado direttivo;

10) deliberare la revoca e la destituzione del personale di qualsiasi grado;

11) deliberare sugli acquisti, sulle vendite e sulle permute di immobili;

12) deliberare la eliminazione dalle scritture dei crediti eccedenti le L. 3.000.000;

13) deliberare le spese d'importo unitario superiore alle L. 3.000.000;

14) deliberare le erogazioni per scopi di beneficenza, assistenziali e culturali d'importo unitario superiore a L. 1.000.000;

15) deliberare le cessioni di crediti in sofferenza e le transazioni con qualunque modalità, le cancellazioni di iscrizioni, le surrogazioni ed ogni altra formalità ipotecaria per le operazioni di importo unitario superiore alle L. 3.000.000;

16) determinare il trattamento economico e di quiescenza del direttore generale;

17) nominare su proposta del direttore generale, scegliendoli fra i direttori centrali, due vice direttori generali, uno dei quali, su proposta del direttore generale, e con deliberazione del Consiglio di amministrazione, potrà essere destinato fuori della sede della Direzione generale, nel qual caso gli saranno conferite specifiche attribuzioni da parte del direttore generale stesso;

18) designare annualmente due dei propri componenti, fra quelli eletti dal Consiglio generale, e due fra quelli di nomina governativa (uno fra quelli nominati dal Ministro per il tesoro e uno fra quelli nominati dal Presidente della Regione siciliana) a far parte del Comitato esecutivo con facoltà di confermarli;

19) nominare i componenti del Comitato centrale per il credito agrario e del Comitato tecnico-amministrativo per le altre sezioni speciali, determinandone le competenze;

20) adempiere tutti gli altri compiti espressamente conferitigli dal presente statuto e da leggi speciali.

Art. 23, il par. *a*) è così modificato:

« *a*) proporre al Consiglio di amministrazione ed al Comitato esecutivo rispettivamente gli atti di competenza dei medesimi; ».

Art. 29, è così modificato:

Ai componenti del Comitato esecutivo è assegnata una medaglia di presenza per ogni seduta nella misura da determinarsi dal Consiglio di amministrazione, oltre al rimborso delle spese di viaggio e di soggiorno se risiedano fuori Palermo.

Art. 31, il secondo comma è eliminato.

Art. 32, l'ultimo comma è così modificato:

« Nell'adempimento delle sue mansioni è coadiuvato dai vice direttori generali e dai direttori centrali ai quali può affidare la sovraintendenza a determinati servizi ».

Art. 33, il par. *a*) è eliminato; quelli da *b*) ad *r*) restano pertanto rispettivamente distinti con le lettere da *a*) a *q*).

Art. 34, è così modificato:

Nel caso di assenza o impedimento del direttore generale i suoi poteri saranno esercitati dal vice direttore generale, da lui espressamente delegato, che in tal caso partecipa con voto consultivo alle sedute del Consiglio di amministrazione e del Comitato esecutivo.

Art. 35, è così modificato:

I vice direttori generali coadiuvano il direttore generale il quale può delegare loro le competenze di cui all'art. 33 lettere da *h*) a *q*), ed anche l'autorizzazione alle spese non eccedenti l'importo unitario di L. 100.000.

Nel caso che uno dei vice direttori generali sia destinato fuori della sede della Direzione generale, non potrà essere esercitata nei suoi confronti la delega di cui al comma precedente.

Art. 44, il punto 10, lett. *a*), del par. I « Operazioni attive » è così modificato:

« *a*) titoli dello Stato o garantiti dallo Stato, cartelle fondiarie, obbligazioni ad esse parificate od assimilate, obbligazioni di prestiti regionali, provinciali e comunali, obbligazioni di società industriali, commerciali ed agricole di primo ordine; altri titoli che siano emessi da enti con carattere e finalità di pubblico interesse; ».

Art. 65, è così sostituito:

Presso la sezione è istituito un Comitato tecnico consultivo presieduto dal presidente del Consiglio di amministrazione del Banco di Sicilia o, per sua delega, da uno dei componenti il Consiglio stesso.

Del Comitato fanno parte il direttore generale del Banco con funzioni di vice presidente, ed altri tre membri scelti dal Consiglio di amministrazione del Banco tra persone che abbiano particolare competenza tecnica.

I componenti del Comitato, all'infuori del presidente e del direttore generale del Banco, durano in carica per un biennio, scadente con l'approvazione del bilancio relativo al secondo esercizio, e possono essere confermati.

Il direttore della sezione partecipa con voto consultivo alle riunioni del Comitato.

Fra l'art. 65 e l'art. 66, che assume il numero 67, è inserito il seguente nuovo

Art. 66. — Il Comitato tecnico consultivo dà parere:

a) sui criteri di erogazione del credito fondiario da determinarsi dal Consiglio di amministrazione del Banco;

b) sulle questioni di massima e sulla interpretazione delle leggi e dei decreti in materia di credito fondiario;

c) sulle concessioni dei mutui da deliberarsi dal Consiglio di amministrazione del Banco.

L'art. 67 assume il numero 68.

L'art. 68, che assume il numero 69, è così modificato:

Presso la sezione è istituito un Comitato tecnico amministrativo per il credito minerario, costituito a norma del regio decreto-legge 25 marzo 1927, n. 435.

Il Comitato è presieduto dal presidente del Consiglio di amministrazione del Banco o, per sua delega, da uno dei componenti il Consiglio stesso; di esso fa anche parte il direttore generale del Banco, con funzioni di vice presidente.

I componenti del Comitato, all'infuori del presidente e del direttore generale del Banco, durano in carica per un biennio, scadente con l'approvazione del bilancio relativo al secondo esercizio, e possono essere confermati.

Il direttore della sezione partecipa con voto consultivo alle riunioni del Comitato.

Gli articoli da 69 a 87 assumono la nuova numerazione da 70 a 88.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 28 maggio 1955

Il Ministro: GAVA

(3932)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

ALTO COMMISSARIATO PER L'IGIENE E LA SANITÀ PUBBLICA

Autorizzazione all'Opera nazionale per la protezione della maternità e dell'infanzia ad accettare la donazione di un immobile sito in Empoli (Firenze).

Con decreto commissariale n. 370.24005.30/6.62000 in data 11 maggio 1955 l'Opera nazionale per la protezione della maternità e dell'infanzia è stata autorizzata ad accettare la donazione, disposta dal comune di Empoli (Firenze), di un contributo di L. 1.500.000 e di un'area edificatoria della superficie di mq. 3644 circa, sita in Empoli, indicata nel catasto comunale a pagina 546, foglio n. 8, n. 97, da utilizzarsi per la costruzione di una Casa della Madre e del Bambino.

(2889)

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Vacanza della cattedra di medicina legale e delle assicurazioni presso la Facoltà di medicina e chirurgia della Università statale di Milano.

Ai sensi e per gli effetti dell'art. 3 del decreto legislativo luogotenenziale 5 aprile 1945, n. 238, si comunica che presso la Facoltà di medicina e chirurgia dell'Università di Milano è vacante la cattedra di « medicina legale e delle assicurazioni », cui la Facoltà interessata intende provvedere mediante trasferimento.

Gli aspiranti al trasferimento medesimo dovranno presentare le proprie domande direttamente al preside della Facoltà entro trenta giorni dalla pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

(3017)

Vacanza della cattedra di diritto commerciale presso la Facoltà di economia e commercio dell'Università di Roma.

Ai sensi e per gli effetti dell'art. 3 del decreto legislativo luogotenenziale 5 aprile 1945, n. 238, si comunica che presso la Facoltà di economia e commercio dell'Università di Roma è vacante la cattedra di « diritto commerciale », cui la Facoltà interessata intende provvedere mediante trasferimento.

Gli aspiranti al trasferimento medesimo dovranno presentare le proprie domande direttamente al preside della Facoltà entro trenta giorni dalla pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

(3018)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Sclassificazione ed alienazione di suolo tratturale sito in comune di Foggia

Con decreto Ministeriale in data 12 giugno 1953, n. 13768/3225, registrato alla Corte dei conti il 26 aprile 1955 al registro n. 7, foglio n. 352, sono state disposte, ai sensi dei regi decreti 29 dicembre 1927, n. 2801 e 16 luglio 1936, n. 1706, la sclassificazione nonchè la alienazione al sig. Magistro Umberto fu Raffaele della zona demaniale facente parte del tratturello « Foggia-Camporeale » tronco urbano in Foggia, estesa mq. 396, riportata nel catasto terreni alla voce strade del foglio di mappa n. 92, e nella planimetria tratturale con il n. 1.

(2846)

Determinazione delle indennità dovute per i terreni espropriati in applicazione delle leggi di riforma fondiaria

AVVISI

Opera nazionale per i combattenti
Sezione speciale per la riforma fondiaria

Con decreto del Presidente della Repubblica 2 aprile 1955, registrato alla Corte dei conti in data 16 maggio 1955 (registro n. 9, foglio n. 12 Agricoltura), è stata determinata in L. 4.184.769 (lire quattromilionicentottantaquattromilasettecentosessantanove) l'indennità dovuta per i terreni ricadenti in agro del comune di Cancello Arnone (provincia di Caserta), della superficie di ettari 35.18.88, espropriati nei confronti della ditta MIGLIACCIO Pasquale fu Gioacchino, e trasferiti in proprietà all'Opera nazionale per i combattenti - Sezione speciale per la riforma fondiaria, in forza del decreto Presidenziale 3 ottobre 1952, n. 1677, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica n. 276 del 28 novembre 1952 (supplemento ordinario).

La predetta indennità verrà corrisposta in titoli del Prestito per la riforma fondiaria, emessi in forza dell'art. 18 della legge 21 ottobre 1950, n. 841, del complessivo valore nominale di L 4.180.000 (lire quattromilionicentottantamila), arrotondato ai sensi dell'art. 1 della legge 11 febbraio 1952, n. 70.

I titoli di cui sopra vengono depositati presso il Banco di Napoli, sede di Roma, e saranno svincolati dal Tribunale competente, ai sensi del combinato disposto degli articoli 9 della legge 12 maggio 1950, n. 230, e 2 della legge 21 marzo 1953, n. 224.

(2987)

Ente per la colonizzazione del Delta Padano

Con decreto del Presidente della Repubblica 2 aprile 1955, registrato alla Corte dei conti in data 13 maggio 1955 (registro n. 8, foglio n. 352 Agricoltura), è stata determinata in lire 34.695.164,45 (lire trentaquattromilioniseicentonovantacinquemilacentosessantaquattro e cent. 45) l'indennità dovuta per i terreni ricadenti in agro del comune di Ravenna (provincia di Ravenna) della superficie di ettari 227.57.68, espropriati nei confronti della ditta RASPONI DALLE TESTE Nerino e Guido di Giuseppe, e trasferiti in proprietà all'Ente per la colonizzazione del Delta Padano in forza del decreto Presidenziale 28 dicembre 1952, n. 4178, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica n. 19 del 24 gennaio 1953 (supplemento ordinario n. 3).

A seguito dell'ordinanza prevista dall'art. 9 della legge 12 maggio 1950, n. 230 e dall'art. 1 della legge 21 marzo 1953, n. 224 ed emessa sulla base del presente avviso, una quota della predetta indennità verrà corrisposta in contanti e la differenza in titoli del Prestito per la riforma fondiaria, emessi in forza dell'art. 18 della legge 21 ottobre 1950, n. 841.

(2939)

Ente per la colonizzazione della Maremma tosco-laziale e del territorio del Fucino

Con decreto del Presidente della Repubblica 2 aprile 1955, registrato alla Corte dei conti in data 13 maggio 1955 (registro n. 8, foglio n. 351 Agricoltura), è stata determinata in lire 3.567.258 (lire tremilionicinquecentosessantasettemiladuecentocinquattotto), l'indennità dovuta per i terreni ricadenti in agro del comune di Magliano in Toscana (provincia di Grosseto) della superficie di ettari 48.82.96, espropriati nei confronti della ditta TASSI Paolo fu Giovan Battista e trasferiti in proprietà all'Ente per la colonizzazione della Maremma tosco-laziale e del territorio del Fucino, in forza del decreto Presidenziale 6 settembre 1952, n. 1443, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica n. 265 del 15 novembre 1952 (supplemento ordinario).

A seguito dell'ordinanza prevista dall'art. 9 della legge 12 maggio 1950, n. 230 e dall'art. 1 della legge 21 marzo 1953, n. 224 ed emessa sulla base del presente avviso, una quota della predetta indennità verrà corrisposta in contanti e la differenza in titoli del Prestito per la riforma fondiaria, emessi in forza dell'art. 18 della legge 21 ottobre 1950, n. 841.

(2999)

MINISTERO DELLE POSTE E DELLE TELECOMUNICAZIONI

Istituzione di servizio fonotelegrafico

In data 23 marzo 1955, è stato istituito il servizio fonotelegrafico nelle succursali P T due e quattro di Vicenza in collegamento col locale telegrafo centrale rispettivamente mediante circuiti nn. 4038 e 4039 utilizzando la rete telefonica sociale urbana.

(2964)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 128

CAMBI VALUTARI (Esportazione)

Cambi di chiusura del 7 giugno 1955

	Dollaro U. S. A.	Dollaro canadese	Franco svizzero
Borsa di Bologna	624,85	633,90	145,79
» Firenze	624,80	631 —	145,70
» Genova	624,90	634,50	145,78
» Milano	624,90	634,75	145,79
» Napoli	624,80	631,75	145,70
» Palermo	624,90	633,90	145,79
» Roma	624,90	635,60	145,79
» Torino	624,85	634 —	145,70
» Trieste	624,91	—	145,70
» Venezia	624,90	634,25	145,77

Media dei titoli del 7 giugno 1955

Rendita 3,50 % 1906	63,30
Id. 3,50 % 1902	60,80
Id. 5 % 1935	94,525
Redimibile 3,50 % 1934	82,125
Id. 3,50 % (Ricostruzione)	72,25
Id. 5 % (Ricostruzione)	92,55
Id. 5 % (Riforma fondiaria)	87,20
Id. 5 % 1936	93,60
Id. 5 % (Città di Trieste)	86,05
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° aprile 1959)	97,15
Id. 5 % (» 1° aprile 1960)	96,925
Id 5 % (» 1° gennaio 1961)	96,575
Id. 5 % (» 1° gennaio 1962)	96,45
Id. 5 % (» 1° gennaio 1963)	96,50
Id 5 % (» 1° aprile 1964)	96,825

Il Contabile del Portafoglio dello Stato
MILLO

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi del 7 giugno 1955

Cambi medi per le valute di conto valutario esportazione e rimesse (*Decreto-legge* 19 *settembre* 1949, *n.* 632)

1 dollaro U.S.A.	Lit. 624,90
1 dollaro canadese	» 635,17
1 franco svizzero	» 145,79

Cambio per le contrattazioni in lire sterline (Decreto Ministeriale 19 settembre 1949, *Gazzetta Ufficiale* 19 settembre 1949, n. 215).

1 lira sterlina . . . . . Lit. 1749,72

Cambi di compensazione

(Valevoli ai sensi degli accordi esistenti con i singoli Paesi)

Belgio	Lit. 12,498	per franco belga
Danimarca	» 90,473	» corona danese
Egitto	» 1794,55	» lira egiziana
Francia	» 1,78546	» franco francese
Germania	» 148,788	» marco occid.
Norvegia (c/nuovo)	» 87,487	» corona norvegese
Olanda	» 164,45	» fiorino olandese
Svezia (c/speciale)	» 120,797	» corona svedese
Svizzera (conto A)	» 142,908	» franco svizzero

CONCORSI ED ESAMI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

ALTO COMMISSARIATO PER L'IGIENE E LA SANITÀ PUBBLICA

Sostituzione di un componente la Commissione giudicatrice del concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Viterbo al 30 novembre 1953.

L'ALTO COMMISSARIO PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;

Visto l'art. 8, ultimo comma, e l'art. 81 del regolamento dei concorsi sanitari, approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Visto il decreto 31 dicembre 1954, n. 340.3.13434, con il quale è stata costituita la Commissione giudicatrice del concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Viterbo al 30 novembre 1953;

Vista la nota del Prefetto di Viterbo, con la quale si rappresenta la necessità di sostituire il veterinario provinciale dottor Romeo Giacanelli, deceduto, nella qualità di componente della predetta Commissione giudicatrice;

Decreta:

In sostituzione del veterinario provinciale dott. Romeo Giacanelli è nominato componente della Commissione giudicatrice del concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Viterbo al 30 novembre 1953 il veterinario provinciale dott. Giuseppe Boldrini.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura interessata.

Roma, addì 26 maggio 1955

L'Alto Commissario: TESSITORI

(2872)

Sostituzione di un componente la Commissione giudicatrice del concorso a due posti di assistente in soprannumero presso il reparto medico-micrografico del Laboratorio provinciale di igiene e profilassi di Trieste.

L'ALTO COMMISSARIO PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;

Visto l'art. 8, ultimo comma, e l'art. 81 del regolamento dei concorsi sanitari, approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Visto il decreto in data 14 dicembre 1954, n. 340.3/13239, con il quale è stata costituita la Commissione giudicatrice del concorso a due posti di assistente in soprannumero presso il reparto medico-micrografico del Laboratorio provinciale di igiene e profilassi di Trieste;

Vista la nota della prefettura di Trieste, con la quale si rappresenta la necessità di sostituire il prof. Brenno Babudieri, attualmente all'estero per ragioni di studio, nella qualità di componente della predetta Commissione giudicatrice;

Decreta:

In sostituzione del prof. Brenno Babudieri è nominato componente della Commissione giudicatrice del concorso a due posti di assistente in soprannumero presso il reparto medico-micrografico del Laboratorio provinciale di igiene e profilassi di Trieste il prof. Italo Archetti.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura interessata.

Roma, addì 27 maggio 1955

L'Alto Commissario: TESSITORI

(2873)

Sostituzione del presidente della Commissione giudicatrice del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Pavia al 30 novembre 1953.

L'ALTO COMMISSARIO
PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;

Visto l'art. 8, ultimo comma, e l'art. 81 del regolamento dei concorsi sanitari, approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Visto il decreto 26 aprile 1955, n. 340.2.54/8847, con il quale è stata costituita la Commissione giudicatrice del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Pavia al 30 novembre 1953;

Vista la nota del Prefetto di Pavia, con la quale si rappresenta la necessità di sostituire il vice prefetto dott. Luigi Rossi, trasferito ad altra sede, nella qualità di presidente della predetta Commissione giudicatrice;

Decreta:

In sostituzione del vice prefetto dott. Luigi Rossi è nominato presidente della Commissione giudicatrice del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Pavia al 30 novembre 1953 il vice prefetto dott. Nicola Cupaiuolo.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura interessata.

Roma, addì 21 maggio 1955

L'Alto Commissario: TESSITORI

(2838)

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso interno per titoli fra le ostetriche condotte del comune di Nocera Inferiore (Salerno).

L'ALTO COMMISSARIO
PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;

Visto l'art. 73 del testo unico delle leggi sanitarie;

Visto il regolamento dei concorsi sanitari approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Visto il bando del Prefetto di Salerno, con il quale è stato indetto il concorso interno per titoli tra le ostetriche condotte del comune di Nocera Inferiore per il conferimento delle due condotte ostetriche comunali in conseguenza della soppressione di una delle tre condotte esistenti;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso interno, per titoli, fra le ostetriche condotte del comune di Nocera Inferiore, è costituita come appresso:

Presidente:
Salazar dott. Lorenzo, vice prefetto.

Componenti:
Tedeschi dott. Vincenzo, medico provinciale;
Merlino prof. Antonio, primario ostetrico degli ospedali riuniti di Salerno;
Adinolfi dott. Vincenzo, libero esercente specializzato in ostetricia e ginecologia;
Guidotti Francesca, ostetrica condotta.

Segretario:
Talarico dott. Carlo.

La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica ed avrà la sua sede in Salerno.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura interessata.

Roma, addì 21 maggio 1955

L'Alto Commissario: TESSITORI

(2337)

PREFETTURA DI CUNEO

Varianti alla graduatoria delle vincitrici del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Cuneo

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI CUNEO

Visti i due precedenti decreti in data 18 febbraio 1955, n. 7944 e n. 7945, con i quali è stata approvata la graduatoria delle idonee al concorso per i posti di ostetrica condotta vacanti in Provincia al 30 novembre 1953 e sono state designate le vincitrici dei singoli posti messi a concorso;

Considerato che le condotte ostetriche di Frabosa Soprana, Cossano Belbo, Pagno e Bossolasco, sono rimaste vacanti di titolare per la rinuncia o l'opzione per altra sede delle rispettive vincitrici precedentemente designate e che pertanto occorre provvedere alla copertura di tali posti;

Viste le dichiarazioni di rinuncia, di opzione e di accettazione delle concorrenti interpellate per l'assegnazione delle sedi suindicate;

Visto l'art. 26 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

Le seguenti ostetriche idonee al concorso suindicato, sono dichiarate vincitrici delle condotte ostetriche a fianco di ciascuna di esse indicate:

1) Del Corso Teresa Maria: condotta ostetrica consorziale di Frabosa Soprana Frabosa Sottana;
2) Poggio Ercolina Maria. condotta ostetrica consorziale di Cossano Belbo Rocchetta Belbo;
3) Pavanini Edmea: condotta ostetrica consorziale di Pagno-Brondello-Castellar;
4) Margiaria Anna: condotta ostetrica consorziale di Bossolasco-Somano.

Il presente decreto, a norma dell'art. 23 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281, sarà inserito nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e nel Foglio annunzi legali della provincia e verrà pubblicato, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della Prefettura e dei Comuni interessati, le cui Amministrazioni, scaduto il predetto termine di pubblicazione, provvederanno subito alla nomina dei nuovi titolari.

Cuneo, addì 20 maggio 1955

Il prefetto: TORRISI

(2946)

PREFETTURA DI MACERATA

Graduatoria del concorso al posto di assistente presso il reparto medico micrografico del Laboratorio provinciale di igiene e profilassi di Macerata.

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI MACERATA

Visto il decreto prefettizio in data 26 maggio 1954, numero 10318/San. con il quale è stato bandito il pubblico concorso per titoli ed esami al posto di assistente presso il reparto medico-micrografico del Laboratorio provinciale di igiene e profilassi di Macerata;

Visti i verbali delle operazioni compiute dalla Commissione giudicatrice, nominata con decreto dell'Alto Commissariato per l'igiene e la sanità pubblica n. 3303/136664 del 16 marzo 1955;

Visto il testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265, nonchè il regolamento 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria dei candidati risultati idonei nel concorso di cui sopra:

1. Casotti dott. Orfamilio	punti	144 — su 200
2. Pregoni dott. Massimiliano	»	115 — »
3. Russo dott. Saverio	»	106,91 »

Il presente decreto sarà inserito nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e nel Foglio annunzi legali della Provincia, nonchè pubblicato, per otto giorni consecutivi, negli albi di questa Prefettura e della Amministrazione interessata.

Macerata, addì 24 maggio 1955

Il prefetto: STELLA

(2943)

PREFETTURA DI TARANTO

Variante alla graduatoria delle vincitrici del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Taranto.

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI TARANTO

Visto il proprio decreto n. 3132 del 29 gennaio 1955, con cui all'ostetrica Pozzessere Natalizia veniva assegnata la condotta ostetrica del comune di Crispiano, prevista dal bando di concorso indetto con decreto prefettizio 5 gennaio 1954;
Visto che la suindicata ostetrica ha rinunciato alla predetta nomina, come risulta dalla deliberazione del comune di Crispiano in data 2 maggio 1955, n. 37;
Ritenuto che in base all'ordine della graduatoria di merito, approvata con decreto n. 3132 del 29 gennaio 1955, ed alla indicazione in ordine di preferenza delle sedi, la candidata Montevergine Maria ha diritto ad essere assegnata alla condotta di Crispiano resasi vacante;
Visti gli articoli 26, 55 e 56 del regolamento approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

La condotta ostetrica del comune di Crispiano è assegnata alla candidata Montevergine Maria in sostituzione della rinunciataria Pozzessere Natalizia.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana, nel Foglio annunzi legali e, per otto giorni consecutivi, nell'albo pretorio della Prefettura e del Comune interessato.

Taranto, addì 13 maggio 1955

Il preftto: GAIPA

(2805)

PREFETTURA DI PARMA

Graduatoria del concorso al posto di direttore del reparto chimico del Laboratorio provinciale di igiene e profilassi di Parma.

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI PARMA

Visto il decreto prefettizio n. 34530 del 23 novembre 1953, con cui veniva bandito il concorso interno per titoli ed esami al posto di direttore del reparto chimico del Laboratorio provinciale d'igiene e profilassi di Parma;
Visto il decreto n. 340.3/7823 in data 10 marzo 1954 dello Alto Commissariato per l'igiene e la sanità pubblica, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica n. 74 del 31 marzo 1954, con il quale veniva nominata la Commissione giudicatrice del concorso in parola;
Veduti gli atti della predetta Commissione e riconosciuta la regolarità del procedimento eseguito;
Veduti gli articoli 75 e 78 (ultimo comma) del regolamento approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria del concorso di cui in narrativa:

Mantovani dott. Ciro, con punti 168 su 200.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, nell'albo pretorio della Prefettura e dell'Amministrazione provinciale.

Parma, addì 20 maggio 1955

Il prefetto: SPASIANO

(2944)

PREFETTURA DI PARMA

Varianti alla graduatoria dei vincitori del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Parma

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI PARMA

Visto il proprio decreto n. 22225 in data 19 agosto 1954, che approva la graduatoria dei concorrenti ai posti di medico condotto vacanti in Provincia al 30 novembre 1952;
Visto il decreto prefettizio di pari numero e data con cui si sono dichiarati i vincitori del concorso su menzionato;
Viste le note di rinunzia dei vincitori delle condotte di Bedonia (Ponte Ceno) e Compiano;
Considerato che per le menzionate condotte non accettate deve procedersi alla nomina di altri sanitari concorrenti;
Visto il combinato disposto degli articoli 56 e 26 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

I seguenti sanitari sono designati a ricoprire le condotte mediche a fianco di ciascuno indicate:

Mazzini dott. Pietro: Bedonia (condotta di Ponte Ceno);
Bandini dott. Giovanni: Compiano (condotta unica).

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, negli albi pretori della Prefettura e dei Comuni interessati.

Parma, addì 17 maggio 1955

Il prefetto: SPASIANO

(2840)

PREFETTURA DI TERNI

Graduatoria del concorso al posto di dirigente del dispensario antivenereo comunale di Orvieto

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI TERNI

Visto il proprio decreto n. 24147 Div. 3ª/san. del 13 ottobre 1954, con cui è stato bandito pubblico concorso per titoli ed esami al posto di dirigente del dispensario antivenereo comunale di Orvieto;
Visto il proprio decreto n. 4992 Div. 3ª/san. del 7 marzo 1955, con cui è stata nominata la Commissione giudicatrice;
Visti i verbali relativi allo svolgimento del concorso medesimo;
Visto l'art. 8 del decreto Ministeriale 30 novembre 1937 di esecuzione all'art. 302 del testo unico 27 luglio 1934, n. 1265;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria degli idonei formulata dalla Commissione giudicatrice del pubblico concorso per titoli ed esami al posto di dirigente del dispensario antivenereo comunale di Orvieto:

1. Nazzaro prof. dott. Paolo, con punti nei titoli 24,30 su 50; negli esami 47 su 50; totale 71,30 su 100;
2. Reitani dott. Vittorio, con punti nei titoli 12,45 su 50; negli esami 44 su 50; totale 56,45 su 100;
3. Della Casa dott. Marcello, con punti nei titoli 0,50 su 50; negli esami 40 su 50; totale 40,50 su 100.

Il presente decreto verrà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della Prefettura e del comune di Orvieto.

Terni, addì 23 maggio 1955

Il prefetto: CIGLIESE

(2945)

MOLA FELICE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma Istituto Poligrafico dello Stato G. C.